



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2019-2020

JS/PG,CE,LW

P.V. PETI 06

Commission des Pétitions

Procès-verbal de la réunion du 04 décembre 2019

Ordre du jour :

1. Approbation du projet de procès-verbal du 13 novembre 2019
2. Avis quant à la recevabilité des 16 nouvelles demandes de pétition publique suivantes :
 - Demande de pétition publique 1430 - Gratuité du livre "Code de la route populaire"
 - Demande de pétition publique 1431 - Promouvoir au maximum, voire rendre obligatoire, l'utilisation quasi exclusive (dans la mesure du possible) de l'eau de pluie pour un usage sanitaire (toilettes) dans tous les bâtiments publics ou privés
 - Demande de pétition publique 1432 - Suppression des contrôles de vitesse automatisés – Einstellung der stationären Geschwindigkeitskontrollen
 - Demande de pétition publique 1433 - Autorisation d'utiliser les dashcams sur le territoire luxembourgeois
 - Demande de pétition publique 1434 - Accorder les allocations familiales aux étudiants au-delà de la majorité
 - Demande de pétition publique 1435 - Revalorisation du taux horaire en poste d'après-midi
 - Demande de pétition publique 1436 - Pouvoir déduire fiscalement soit les factures du vétérinaire de nos amis animaux de compagnie que les dons faits aux asiles pour animaux ou aux organismes pour la protection des animaux
 - Demande de pétition publique 1437 - Interdire la 5G au nom de la santé humaine
 - Demande de pétition publique 1438 - No der Arméi bei d'Police !
 - Demande de pétition publique 1439 - Venir en aide à l'Église pour la catéchèse, rémunération des catéchètes, donner le choix aux enfants dans les écoles de suivre un cours de religion
 - Demande de pétition publique 1440 - Pour une baisse de prix de l'immobilier au Luxembourg
 - Demande de pétition publique 1441 - Repousser de 60 à 70 ans l'examen médical obligatoire pour obtenir la prolongation de son permis de conduire

Demande de pétition publique 1442 - Pour que les transports en commun (BUS, TRAM) soient limités à 40 km/h dans le centre-ville de Luxembourg et les grandes agglomérations
Demande de pétition publique 1443 - Privilégier l'insertion des jeunes résidents dans le monde du travail par rapport aux reconversions professionnelles et aux frontaliers

Demande de pétition publique 1444 - Invendus !

Demande de pétition publique 1445 - Bluttspenden och fir LGBT (Lesben, Gays, Bisexuell an Transgender)

3. Suivi des pétitions en cours d'instruction
4. Discussion au sujet des évaluations des anciens débats publics (2014-2017)
5. Divers

*

Présents : Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. André Bauler, M. Alex Bodry, M. Frank Colabianchi, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Chantal Gary, M. Gast Gibéryen, M. Marc Goergen, M. Gusty Graas, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Marc Hansen, Mme Lydia Mutsch, M. Marco Schank

M. Joé Spier, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Paul Galles, Mme Octavie Modert
M. David Wagner, observateur délégué

*

Présidence : Mme Nancy Arendt épouse Kemp, Présidente de la Commission

*

1. Approbation du projet de procès-verbal du 13 novembre 2019

Le projet de procès-verbal sous rubrique est approuvé.

2. Avis quant à la recevabilité des 16 nouvelles demandes de pétition publique suivantes :

Demande de pétition publique 1430 - Gratuité du livre "Code de la route populaire"

Demande de pétition publique 1431 - Promouvoir au maximum, voire rendre obligatoire, l'utilisation quasi exclusive (dans la mesure du possible) de l'eau de pluie pour un usage sanitaire (toilettes) dans tous les bâtiments publics ou privés

Demande de pétition publique 1432 - Suppression des contrôles de vitesse automatisés – Einstellung der stationären Geschwindigkeitskontrollen

Demande de pétition publique 1433 - Autorisation d'utiliser les dashcams sur le territoire luxembourgeois

Demande de pétition publique 1434 - Accorder les allocations familiales aux étudiants au-delà de la majorité

Demande de pétition publique 1435 - Revalorisation du taux horaire en poste d'après-midi

Demande de pétition publique 1436 - Pouvoir déduire fiscalement soit les factures du vétérinaire de nos amis animaux de compagnie que les dons faits aux asiles pour animaux ou aux organismes pour la protection des animaux

Demande de pétition publique 1437 - Interdire la 5G au nom de la santé humaine

Demande de pétition publique 1438 - No der Arméi bei d'Police !

Demande de pétition publique 1439 - Venir en aide à l'Église pour la catéchèse, rémunération des catéchètes, donner le choix aux enfants dans les écoles de suivre un cours de religion

Demande de pétition publique 1440 - Pour une baisse de prix de l'immobilier au Luxembourg

Demande de pétition publique 1441 - Repousser de 60 à 70 ans l'examen médical obligatoire pour obtenir la prolongation de son permis de conduire

Demande de pétition publique 1442 - Pour que les transports en commun (BUS, TRAM) soient limités à 40 km/h dans le centre-ville de Luxembourg et les grandes agglomérations

Demande de pétition publique 1443 - Privilégier l'insertion des jeunes résidents dans le monde du travail par rapport aux reconversions professionnelles et aux frontaliers

Demande de pétition publique 1444 - Invendus !

Demande de pétition publique 1445 - Bluttspenden och fir LGBT (Lesben, Gays, Bisexuell an Transgender)

AVIS POSITIFS

La Commission des Pétitions a rendu un avis positif quant à la recevabilité des demandes de pétition publique suivantes :

Demande de pétition publique 1430 - Gratuité du livre "Code de la route populaire"

Dépôt: le 13.11.2019 à 08:49

Pétitionnaire: Mathieu Andrien

Demande de pétition publique 1432 - Suppression des contrôles de vitesse automatisés – Einstellung der stationären Geschwindigkeitskontrollen

Dépôt: le 13.11.2019 à 18:05

Pétitionnaire: Yves Tychon

Demande de pétition publique 1435 - Revalorisation du taux horaire en poste d'après-midi

Dépôt: le 17.11.2019 à 11:43

Pétitionnaire: Mathieu Giorgini

Demande de pétition publique 1436 - Pouvoir déduire fiscalement soit les factures du vétérinaire de nos amis animaux de compagnie que les dons faits aux asiles pour animaux ou aux organismes pour la protection des animaux

Dépôt: le 17.11.2019 à 17:11

Pétitionnaire: Antonio Distefano

Demande de pétition publique 1441 - Repousser de 60 à 70 ans l'examen médical obligatoire pour obtenir la prolongation de son permis de conduire

Dépôt: le 24.11.2019 à 18:29

Pétitionnaire: Patrice Pellet

Demande de pétition publique 1400 - Introduction de concepts tels que les zones à faibles émissions / zones à très faibles émissions / zones à zéro émission au Luxembourg

Dépôt: le 08.10.2019 à 21:30

Pétitionnaire: Elena Kazmina

Demande de pétition publique 1402 - Personnes endettées fortement étant au point de non-retour - Aide étatique au remboursement intégral de toutes leurs dettes

Dépôt: le 09.10.2019 à 10:16

Pétitionnaire: Fabien Polain

Demande de pétition publique 1424 - Petition for safe cycling infrastructure in Luxembourg / Pétition pour une infrastructure cyclable sûre à Luxembourg

Dépôt: le 22.10.2019 à 12:11

Pétitionnaire: Nina Sivec Koren

Demande de pétition publique 1417 - (FR) Formaliser le statut de la langue anglaise au Grand-Duché et ouvrir certains domaines de la justice et de l'administration à l'anglais. (LU) De Status vum Engleschen zu Lëtzebuerg formaliséieren a verschidde Beräicher vun der Justiz a vun der Administratioun op Englesch accessibel maachen. (EN) Formalise the status of the English language in Luxembourg and open some areas of justice and administration to English. (DE) Den Status der englischen Sprache in Luxemburg festlegen und einige Bereiche der Justiz und der Verwaltung auch auf Englisch zugänglich machen.

Dépôt: le 16.10.2019 à 17:30

Pétitionnaire: Jacques Werner

AVIS NEGATIFS

La Commission des Pétitions a rendu un avis négatif quant à la recevabilité des demandes de pétition publique suivantes :

Demande de pétition publique 1433 - Autorisation d'utiliser les dashcams sur le territoire luxembourgeois

Dépôt: le 13.11.2019 à 20:12

Pétitionnaire: Alvaro Sabido

Motivation :

Pétition similaire à la *pétition publique 1338 – Schafe vun enger legaler Basis fir d'Benotze vun Dashcams am Auto*, déposée le 16.07.2019. La présente pétition est irrecevable en raison de l'article 164, paragraphe 3, alinéa 2, du règlement de la Chambre

des Députés qui dispose qu'une pétition introduite sur le site Internet de la Chambre ne peut être présentée à nouveau au cours de l'année qui suit son introduction.

Demande de pétition publique 1437 - Interdire la 5G au nom de la santé humaine

Dépôt: le 18.11.2019 à 13:51

Pétitionnaire: Carmen Da Cruz Martins

Motivation :

Pétition similaire à la *pétition publique 1239 – Contre l'installation du réseau 5G au Luxembourg*, déposée le 15.03.2019. La présente pétition est irrecevable en raison de l'article 164, paragraphe 3, alinéa 2, du règlement de la Chambre des Députés qui dispose qu'une pétition introduite sur le site Internet de la Chambre ne peut être présentée à nouveau au cours de l'année qui suit son introduction.

Demande de pétition publique 1440 - Pour une baisse de prix de l'immobilier au Luxembourg

Dépôt: le 21.11.2019 à 21:54

Pétitionnaire: Liam Ferreira Da Silva

Motivation :

Pétition similaire à la *pétition publique 1244 – Prix du logement accessible pour tout le monde*, déposée le 19.03.2019. La présente pétition est irrecevable en raison de l'article 164, paragraphe 3, alinéa 2, du règlement de la Chambre des Députés qui dispose qu'une pétition introduite sur le site Internet de la Chambre ne peut être présentée à nouveau au cours de l'année qui suit son introduction.

Demande de pétition publique 1444 - Invendus !

Dépôt: le 28.11.2019 à 15:07

Pétitionnaire: David Da Costa

Motivation :

Pétition similaire à la *pétition publique 1233 – Gemeinsam aktiv gegen Lebensmittelverschwendung*, déposée le 10.03.2019. La présente pétition est irrecevable en raison de l'article 164, paragraphe 3, alinéa 2, du règlement de la Chambre des Députés qui dispose qu'une pétition introduite sur le site Internet de la Chambre ne peut être présentée à nouveau au cours de l'année qui suit son introduction.

Demande de pétition publique 1419 - Classe d'impôt unique pour chaque être humain

Dépôt: le 17.10.2019 à 15:07

Pétitionnaire: Susana Pelicano

Motivation :

Pétition similaire à la *pétition publique 1205 – Fir eng gerecht Besteuerung - Jiddereen an d'Steierklass II - Évoluer vers une imposition équitable – La catégorie fiscale II pour tout le monde*, déposée le 01.02.2019. La présente pétition est irrecevable en raison de l'article 164, paragraphe 3, alinéa 2, du règlement de la Chambre des Députés qui dispose

qu'une pétition introduite sur le site Internet de la Chambre ne peut être présentée à nouveau au cours de l'année qui suit son introduction. Par ailleurs, un débat public au sujet de la pétition publique 1188 – *Baisse d'impôts pour les célibataires*, a eu lieu le 25 novembre 2019 qui a également traité de l'aspect revendiqué par l'auteur de la pétition publique 1419.

A REFORMULER

Les textes des demandes de pétition publique suivantes sont à reformuler :

Demande de pétition publique 1431 - Promouvoir au maximum, voire rendre obligatoire, l'utilisation quasi exclusive (dans la mesure du possible) de l'eau de pluie pour un usage sanitaire (toilettes) dans tous les bâtiments publics ou privés
Dépôt: le 13.11.2019 à 11:18, Pétitionnaire: Annette Kindler

Motivation :

La commission prie l'auteur de la pétition de préciser dans l'intitulé s'il veut obtenir une obligation légale concernant l'utilisation de l'eau de pluie ou si une campagne de promotion lui suffit. En particulier, le pétitionnaire est prié de clarifier dans l'intitulé s'il vise les bâtiments publics **et** privés, ou si l'une ou l'autre sorte de bâtiments lui suffit.

Demande de pétition publique 1434 - Accorder les allocations familiales aux étudiants au-delà de la majorité
Dépôt: le 14.11.2019 à 15:09, Pétitionnaire: Susana Pelicano

Motivation :

La commission prie l'auteur de la pétition de préciser sa demande par rapport au dispositif existant. A cet effet, le secrétariat de la commission adresse les informations suivantes au pétitionnaire :

« Les allocations familiales ne sont pas perçues pour les étudiants âgés de plus de 18 ans et poursuivant des études supérieures (post-secondaires) (<https://cae.public.lu/fr/allocations/majorite-de-l-enfant/que-devez-vous-savoir-/prolongement-jusqu-a-l-age-de-25-ans.html>)

Prolongement jusqu'à l'âge de 25 ans

Le paiement des allocations s'arrête en théorie le mois qui suit celui au cours duquel l'enfant fête son 18^e anniversaire. En pratique, la Caisse vous contacte quelques semaines avant le 18^e anniversaire de l'enfant pour savoir si l'enfant suit encore des études secondaires ou s'il fait un apprentissage. Si c'est le cas, notre Caisse prolonge le paiement jusqu'au 31 juillet de l'année en cours. Chaque année, La Caisse vous envoie un questionnaire pour que vous puissiez nous informer sur les études suivies par l'enfant majeur à la rentrée scolaire. Pour bénéficier d'un prolongement du paiement des allocations, les études doivent répondre à l'un des critères suivants :

- ☐ il s'agit d'études secondaires, secondaires techniques ou y assimilées, à titre principal d'au moins vingt-quatre heures par semaine;
- ☐ il s'agit d'études ou d'une formation adaptée à ses capacités dans un institut, service ou centre d'éducation différenciée, ou dans un établissement équivalent à l'étranger;
- ☐ un apprentissage dont l'indemnité est inférieure au salaire social minimum. »

Finalement, le pétitionnaire est prié de préciser s'il vise des jeunes qui poursuivent des études secondaires ou post-secondaires.

Demande de pétition publique 1438 - No der Arméi bei d'Police !

Dépôt: le 19.11.2019 à 20:02, Pétitionnaire: Tamara Gorges

Motivation :

Le pétitionnaire est prié de clarifier le texte de l'intitulé afin qu'il reflète l'objet de la pétition.

Par ailleurs, les membres de la commission demandent au pétitionnaire de généraliser tout au moins l'exemple qui figure dans la motivation et qui est formulé comme suit: « En Exzaldot dirf reicht no 10 Joer, dat muss ee sech mol virstellen sâin Examen machen vir an den c1 also 1 Stuuf mei heich ze kommen ». La commission attire l'attention du pétitionnaire au fait qu'il ne s'agit pas d'une particularité appliquée aux seuls anciens soldats, mais qu'il s'agit du mode d'avancement propre à l'ensemble de la fonction publique. Le début de carrière et les avancements dépendent notamment de la formation de départ des agents publics.

Finalement, la commission prie l'auteur de la pétition de faire abstraction d'affirmations dégradantes comme par exemple « anstatt déi Kanner dei do rem laafen » et « dass dei kompetent Leit flemm mat stupider Arbecht agedriwen kreien ».

Demande de pétition publique 1439 - Venir en aide à l'Église pour la catéchèse, rémunération des catéchètes, donner le choix aux enfants dans les écoles de suivre un cours de religion

Dépôt: le 20.11.2019 à 06:19, Pétitionnaire: Anna Lolaico

Motivation :

Les membres de la commission estiment contradictoire le texte de l'intitulé et demandent à l'auteur de la pétition s'il est d'accord de le reformuler de la façon suivante:

« Venir en aide à l'Église pour la catéchèse et la rémunération des catéchistes. »

Demande de pétition publique 1442 - Pour que les transports en commun (BUS, TRAM) soient limités à 40 km/h dans le centre-ville de Luxembourg et les grandes agglomérations

Dépôt: le 26.11.2019 à 10:23, Pétitionnaire: Benjamin Wozniak

Motivation :

Il est demandé à l'auteur de la pétition de reformuler le but et la motivation de sa demande. Le but doit avoir un texte distinct de celui de la motivation, ce qui n'est pas le cas de la demande initialement déposée.

Demande de pétition publique 1443 - Privilégier l'insertion des jeunes résidents dans le monde du travail par rapport aux reconversions professionnelles et aux frontaliers

Dépôt: le 28.11.2019 à 13:54, Pétitionnaire: Robert Contignon

Motivation :

Les membres de la commission estiment que le bout de phrase « ainsi que des frontaliers qui ne contribuent qu'à baisser le chômage des pays voisins tandis que le nôtre continue d'augmenter d'après les derniers chiffres de l'Adem », est une affirmation gratuite et fausse. Le pétitionnaire est dès lors prié de supprimer ce bout de phrase.

Par ailleurs, les membres de la commission prient l'auteur de la pétition de clarifier la dernière phrase du but de la demande: « ...en excluant ceux concernant l'expérience professionnelle et les langues en dehors du luxembourgeois, du français, de l'allemand et de l'anglais. » Les membres de la commission sont à se demander s'il faut entendre qu'une personne qui ne parle aucune des langues évoquées devrait être exclue du marché du travail.

Demande de pétition publique 1445 - Bluttspenden och fir LGBT (Lesben, Gays, Bisexuell an Transgender)

Dépôt: le 28.11.2019 à 23:27, Pétitionnaire: Liridon Haxha

Motivation :

L'auteur de la pétition est prié d'omettre la forme personnelle dans le but et la motivation de sa pétition. En effet, une pétition doit répondre à un intérêt général et ne pas traduire un intérêt personnel. Dès lors, les termes « ech », « mir », « ech perséinlech » sont à éviter.

La commission demande également au pétitionnaire d'étoffer davantage la motivation de l'intérêt général de la pétition.

Echange de vues

Concernant la **demande de pétition publique 1430**, Messieurs les Députés Alex Bodry et Marco Schank signalent que le texte du Code de la route est gratuitement disponible sur Internet et qu'il convient d'en informer le pétitionnaire. Nonobstant ce constat, la demande de pétition publique est avisée favorablement.

En ce qui concerne la **demande de pétition publique 1434** relative aux allocations familiales pour les étudiants au-delà de la majorité, une discussion a lieu pour déterminer si le pétitionnaire vise un prolongement des allocations familiales pour les étudiants de l'enseignement post-primaire au-delà de l'âge de 18 ans (ce qui existe déjà), ou si l'auteur de la pétition vise la situation d'étudiants de l'enseignement supérieur et post-secondaire. Dans le dernier cas de figure, les membres de la commission se demandent si le pétitionnaire entend cumuler les subsides du CEDIES et les allocations familiales. Afin de clarifier ces questions, le pétitionnaire est prié de reformuler sa demande en la précisant par rapport aux questions soulevées.

La **demande de pétition publique 1436** vise des déductions fiscales pour des factures et des frais encourus en relation avec les soins apportés à des animaux. Les membres de la commission constatent qu'il existe d'ores et déjà la possibilité de déduire les dons faits au profit d'associations protectrices d'animaux lorsque ces associations sont reconnues d'utilité publique. Il existe d'ailleurs une liste des associations d'utilité publique qui donnent droit à la déduction fiscale des dons. Les considérations évoquées par les membres de la commission n'empêchent pas qu'un avis favorable est rendu quant à la présente demande de pétition.

Les membres de la commission s'accordent pour dire que l'intitulé de la **demande de pétition publique 1439** contient une contradiction. D'une part, il est en effet demandé de soutenir financièrement la catéchèse, ce qui, selon les membres de la commission, implique

l'acceptation du fait que celle-ci soit organisée en dehors de l'école. D'autre part, l'intitulé revendique un choix au niveau de l'école pour pouvoir suivre un enseignement religieux. Comprenant qu'il importe avant tout au pétitionnaire de réclamer un soutien financier pour la catéchèse et les catéchistes, les membres de la Commission des Pétitions demandent au pétitionnaire de reformuler son intitulé en conséquence. Madame la Présidente estime que le pétitionnaire devrait supprimer à cet effet la deuxième phrase de l'intitulé. Dans ce contexte, Monsieur le Député Gusty Graas soulève la question de savoir si le pétitionnaire peut, au niveau du but et de la motivation de la pétition, formuler des revendications supplémentaires. Madame la Présidente signale que tel fut déjà le cas à plusieurs reprises. Monsieur le Député Marc Hansen demande si en principe deux choses différentes peuvent être revendiquées dans le cadre d'une seule pétition. Madame la Présidente estime que cela est possible. Les membres de la commission discutent encore le passage qui a trait à une autre pétition, à savoir la pétition publique 1421 – « Nouveau jour férié: le 6 décembre, jour de la Saint-Nicolas ! ». Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo estime qu'il faut comprendre ce passage comme une référence qui permet à l'auteur de dire en substance : si un jour comme celui de la Saint Nicolas permet de demander un jour férié, il faudrait *a fortiori* soutenir les catéchistes dans leur besoin réel. Il est décidé de demander au pétitionnaire de modifier l'intitulé de sa pétition et de ne pas modifier le passage relatif au jour de la Saint Nicolas, qui évoque une autre pétition.

La **demande de pétition publique 1440** n'est pas clairement formulée quant à son intitulé. Il ne ressort pas de l'intitulé si l'auteur de la pétition vise les prix des logements ou le niveau des loyers. Monsieur le Député Marc Hansen signale que l'auteur de la pétition vise sans nul doute le prix des logements, car, dans la motivation est écrit : « ...il n'est presque pas possible pour les jeunes adultes d'acheter des appartements... ». Du fait que le pétitionnaire vise apparemment l'achat de logements, la pétition est jugée similaire à la pétition publique 1244 – « Prix du logement accessible pour tout le monde », déposée moins d'une année plus tôt, le 19 mars 2019. Dès lors la demande de pétition publique est jugée irrecevable.

La **demande de pétition publique 1443** demande un traitement privilégié de jeunes résidents luxembourgeois dans le monde du travail par rapport aux frontaliers. Madame la Présidente estime que cette demande est discriminatoire et dès lors irrecevable au même titre que la demande de pétition publique 1366 – « Non aux frontaliers, oui aux résidents luxembourgeois », qui fut déclarée irrecevable car elle était discriminatoire. Monsieur le Député Gast Gibéryen s'interroge si la présente demande est effectivement similaire à la demande refusée pour cause de discrimination.

Madame la Présidente signale que l'auteur de la demande de pétition 1443 écrit dans le passage consacré au but de la pétition : « ...le but de cette pétition est d'insérer en priorité les jeunes résidents dans le monde du travail par rapport à des reconversions professionnelles qui sont déjà stables professionnellement et financièrement ainsi que des frontaliers qui ne contribuent qu'à baisser le chômage des pays voisins tandis que le nôtre continue d'augmenter d'après les derniers chiffres de l'Adem. ». L'oratrice pense qu'il faudra tout au moins que l'auteur supprime cette phrase. Monsieur le Député André Bauler signale que l'affirmation contenue dans la phrase invoquée est de toute façon erronée. Monsieur le Député Marco Schank pense qu'il convient de reformuler le texte de la pétition.

Monsieur le Député Marc Hansen rend les membres de la commission attentif à la dernière phrase du but de la pétition, qui est formulée comme suit : « Bien sûr, cette mesure devrait se faire quand le jeune demandeur d'emploi répond aux critères de l'offre d'emploi, en excluant ceux concernant l'expérience professionnelle et les langues en dehors du luxembourgeois, du français, de l'allemand et de l'anglais. » L'orateur comprend qu'il s'agit d'une exclusion basée sur un critère linguistique.

Monsieur le Député Gusty Graas admet que la demande sous examen n'est pas populaire, mais il s'interroge si la Commission des Pétitions, dans une démocratie libérale, a le droit de refuser une demande de pétition publique, même si celle-ci revendique quelque chose qui n'est pas populaire. Madame la Présidente rappelle que cette discussion fut déjà menée dans le contexte de la demande de pétition publique 1366, évoquée ci-devant, et que la commission ne voulait pas ouvrir largement les portes à des pétitions qui pouvaient véhiculer un objet discriminatoire. Monsieur le Député Marc Goergen estime qu'en l'occurrence il ne s'agit pas d'ouvrir largement les portes. L'orateur souligne que l'affirmation relative à l'augmentation du chômage au Luxembourg est en effet erronée et qu'il convient de demander à l'auteur de la pétition de la supprimer. Par contre, en examinant de près la formulation du pétitionnaire relative aux langues, celle-ci n'est pas discriminatoire mais le reflet de l'avis de l'auteur de la pétition, estime Monsieur le Député Marc Goergen.

Monsieur le Député Marco Schank n'est pas de cet avis. Il estime que la phrase visée frôle la discrimination.

Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo souligne que l'affirmation au sujet de la montée du chômage est une insinuation et doit être supprimée du texte de la demande de pétition publique. Concernant le passage relatif aux langues, Monsieur le Député trouve qu'il est mal formulé et difficile à comprendre. L'orateur est amené à croire que l'intention visée par l'auteur de la pétition se limite à dire que les jeunes demandeurs d'emploi ne devraient pas être tenus à justifier de la connaissance de toutes les langues évoquées dans le texte du pétitionnaire. Dans ce cas, la phrase sous examen ne serait pas discriminatoire.

Monsieur le Député Marc Hansen en a une autre lecture. Il arrive à la conclusion que la phrase est discriminatoire car elle peut signifier que, par exemple, des personnes ne parlant aucune des langues énumérées devraient être exclues du marché du travail. A titre d'exemple, une personne ne parlant que le portugais ou le serbo-croate serait alors exclue.

Les membres de la commission s'accordent pour dire que ce passage n'est pas clair et devra être précisé par le pétitionnaire. Il est également décidé que le pétitionnaire devra supprimer l'affirmation erronée sur la montée du chômage qui serait la conséquence du travail frontalier au Grand-Duché.

La **demande de pétition publique 1417** avait été mise en suspens lors de la réunion du 13 novembre 2019 de la Commission des Pétitions en vue de demander au pétitionnaire s'il est d'accord de se rallier à la pétition publique 1414, dont le contenu était jugé fort ressemblant. L'auteur de la pétition 1417 ayant répondu par un courriel adressé le 14 novembre 2019 au secrétariat de la Commission des Pétitions comportant un argumentaire détaillé et indiquant qu'il entend maintenir sa demande et ne désire pas se rallier à la pétition 1414, les membres de la commission jugent finalement le contenu de la demande dudit auteur suffisamment distinct de celui de la pétition 1414 et rendent un avis favorable relatif à la demande de pétition publique 1417.

Concernant la **demande de pétition publique 1419** au sujet des impôts, celle-ci fut mise en suspens lors de la réunion du 13 novembre 2019, afin que l'auteur de la pétition puisse clarifier le concept d'imposition qu'il entend viser. Le pétitionnaire a répondu comme suit par un courriel, le 14 novembre 2019 : *La classe 2 pour tout le monde, une classe unique*. La commission a dès lors jugé la demande de pétition comme irrecevable, car ce sujet a été traité moins d'une année plus tôt.

3. Suivi des pétitions en cours d'instruction

EXAMEN D'UNE PÉTITION ORDINAIRE

Demande de pétition ordinaire 1429 - solutions embouteillages

Dépôt: le 12.11.2019 à 08:17

Pétitionnaire: Mandy Schiavi

Un rectificatif concernant la pétition ordinaire 1429 est distribué séance tenante. Le texte de la demande qui fut distribué avec la convocation de la réunion du 4 décembre 2019 était erroné. Le texte de la demande de pétition ordinaire 1429 est le suivant :

« Bonjour Mesdames, Messieurs,

Pour favoriser la conduite sur nos autoroutes et d'éviter ces embouteillages infinies, une idée serait de dessiner des traits de distance sur la route. Je me réserve donc le droit de faire ma demande de pétition.

Mes meilleures salutations,

Dépôt: le 12.11.2019 à 08:17

Pétitionnaire: Mandy Schiavi

Adresse: 56a, Cité Op Hudelen L-3863 Schifflange »

La commission adopte la présente demande.

VALIDATION DE SIGNATURES (SEUIL DES 4.500 SIGNATURES NON ATTEINT)

La commission a validé les signatures des pétitions suivantes :

Pétition publique 1393 - Pour plus de contrôle sur la transparence des opérations, des Syndics de copropriété, facturées aux propriétaires

Signatures : 137

Doublons : 1

Pétition publique 1394 - Fir eng national Initiative d'Bushaisercher mat enger Daachbegrünung auszestatten

Signatures : 194

Doublons : 9

Pétition publique 1398 - Gemeinnützige Gärten / Jardins caritatifs / Charitable gardens

Signatures : 88

Doublons : 4

Pétition publique 1401 - Harmonisation par la couleur jaune de TOUS les pistolets à DIESEL dans les stations d'essence de Luxembourg

Signatures : 23

Doublons : 1

Pétition publique 1350 - Méi flexibel Auerzäiten an den Maisons Relais-en

Signatures : 111

Doublons : 1

Pétition publique 1360 - Le télé-travail ? Une méthode écologique pour une transition énergétique douce

Signatures : 170

Doublons : 5

Pétition publique 1382 - Simplification de l'obligation des ASBL, associations sans but lucratif, de figurer dans le Registre des Bénéficiaires effectifs avec tous les détails de leurs organes de gestion, RBE, étant donné que l'objectif social de ces sociétés stipule qu'elles sont sans but lucratif, et les membres des organes de gestion des ASBL sont des gens bénévoles, et non des bénéficiaires économiques de ces associations.

Signatures : 72

Doublons : 0

Pétition publique 1390 - Réduction d'accises/TVA sur le Cannabis CBD, Obtention de licences pour vendre le CBD et demande de contrôles pour garantir un produit propre et non dangereux

Signatures : 455

Doublons : 6

DEMANDES DE RECLASSEMENT EN PETITIONS ORDINAIRES

Les pétitions publiques suivantes sont reclassées en pétitions ordinaires :

Pétition publique 1357 - [LU:] Ongenügend Réckbelichtung vun Agrarmaschinen op öffentlecher Strooss [FR:] Éclairage insuffisant de la partie arrière des machines agricoles sur nos routes [DE:] Unausreichende Rückbelichtung von Agrarmaschinen auf öffentlicher Straße (12 signatures)

Pétition publique 1365 - Mise à niveau de l'index en lien avec le prix moyen de l'immobilier pour les résidents du Grand-Duché (175 signatures)

Pétition publique 1383 - Stop aux avions civils de survol des localités de Schrassig - Schuttrange - Munsbach (84 signatures)

Pétition publique 1388 - Combattre plus effectivement avec des moyens concrets la violence conjugale (1616 signatures dont 9 sur papier)

Remarque :

La commission décide de reclasser en pétition ordinaire la pétition publique 1322 – « Pour l'octroi immédiat de la classe 2 aux familles monoparentales », qui avait été clôturée à la suite d'une erreur matérielle. (voir le point 5. DIVERS)

CLÔTURES

Les membres de la Commission des Pétitions décident de clôturer les pétitions suivantes :

Les auteurs des pétitions suivantes n'ont pas réservé de suite à la requête de la Commission de reformuler leur texte

Pétition 1391 - Nous voulons un service public, tel que la POSTE à Bonnevoie et non des "Points Post"

Pétition 1392 - Réintroduction systématique des bouteilles en verre pour tout type de boissons dans les supermarchés, comme c'était le cas il y a 20 ans. La 1ère priorité étant l'abolition des

bouteilles en plastique, surtout les bouteilles non recyclées. Le plastique recyclé présentant apparemment un souci de contamination, donc ce serait une possibilité, mais à étudier. Voir si les biomatériaux sont une option sûre et sans danger pour la santé. La même chose doit valoir pour les emballages en carton et les canettes, voir quelle est la meilleure façon de les substituer. Mise en place d'un plan gouvernemental au niveau national.

Pétition 1399 - Introduction de plats sans lactose et sans gluten dans les restaurants

Les pétitionnaires des pétitions suivantes n'ont pas réagi à la prise de position gouvernementale

Pétition 1178 - Eng Chance fir all Kand

Pétition 1185 - Droit à la pudeur des enfants dans les douches des piscines publiques

Pétition 1210 - Pétition pour que le paiement des salaires des agents de l'Etat ne soit plus imposé à un seul établissement. Et que dès lors l'on puisse se faire virer le salaire sur un compte d'une banque de la place financière.

Pétition 1220 - Continuité du service public ferroviaire

Pétition 1227 - Anerkennung einer im EU-Ausland durchgeführten periodischen Kraftfahrzeughauptuntersuchung. Schaffung der rechtlichen Möglichkeit den Contrôle technique im EU Ausland durchzuführen - Diese Untersuchung soll in Luxemburg anerkannt sein. (Contrôle technique, TÜV)

Pétition 1284 - Rendre le congé de paternité accessible pour les indépendants, les travailleurs intellectuels indépendants et les non-salariés en général

Pétition 1285 - Congé familial pour enfant malade non hospitalisé âgé de 13 ans accomplis à 18 ans non accomplis

PRISES DE POSITION DU GOUVERNEMENT

Les membres de la Commission des Pétitions prennent acte des prises de position du gouvernement suivantes :

Pétition 1109 - Echelonnement des conditions d'octroi de la préretraite relative au travail de nuit et autres conditions de pénibilité

Prise de position du 14 novembre 2019 du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire

Pétition 1310 - Taux de chômage au Luxembourg

Prise de position du 14 novembre 2019 du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire

Pétition 1385 - Pétition ordinaire en vue d'abolir l'Art. 13 de la Convention entre la Caisse nationale de santé et le Syndicat des Pharmaciens luxembourgeois, conclue en exécution de l'article 61 et suivants du Code de la sécurité sociale (Mémorial A-96 du 10.06.2014, pages 1468-1476)

Prise de position du 22 novembre 2019 du Ministre de la Sécurité sociale

Pétition 1308 - Pour le remboursement par la CNS ou l'abrogation de convenance personnelle facturée par les médecins

Prise de position du 22 novembre 2019 du Ministre de la Sécurité sociale

4. Discussion au sujet des évaluations des anciens débats publics (2014-2017)

Madame la Présidente signale qu'au cours des années précédentes, les débats publics ont été suivis d'une enquête de satisfaction menée auprès des pétitionnaires concernés. A cette fin, il leur fut adressé une prise de position de la part des membres du gouvernement concernés dans laquelle ceux-ci expliquent les actions qui ont été entreprises à la suite des débats publics. La Commission des Pétitions avait sollicité à deux reprises ce genre de prise de position de la part du gouvernement. Une série de débats publics au sujet desquels aucune prise de position ne fut encore sollicitée concerne l'année 2018. Pour les débats de l'année 2019, sous la présidence de Madame Nancy Arendt, sept débats publics ont eu lieu. Madame la Présidente propose aux membres de la commission d'adresser au gouvernement une demande de prise de position pour les débats publics restants de l'année 2018, ainsi que pour le débat public du 30 janvier 2019 concernant l'interdiction, respectivement le droit de fumer sur les terrasses. Madame la Présidente estime que ce dernier débat permet déjà aujourd'hui d'en tirer des conclusions.

Les membres de la commission sont d'accord avec la proposition de procéder.

5. Divers

Pétition 1322 - POUR L'OCTROI IMMÉDIAT DE LA CLASSE 2 AUX FAMILLES MONOPARENTALES, déposée le 28 juin 2019 en tant que pétition publique et incorrectement déclarée comme clôturée le 18 novembre 2019. Le pétitionnaire avait demandé une poursuite de l'instruction de la pétition pour être reclassée en pétition ordinaire en date du 12 octobre 2019 par lettre annexée à un courriel du même jour.

La commission décide de reclasser la pétition publique 1322 en pétition ordinaire.

*

La date de la prochaine réunion de la Commission des Pétitions est confirmée : il s'agit du mercredi, 8 janvier 2020, à 10 :30 heures.

Luxembourg, le 16 décembre 2019

Le Secrétaire-administrateur,
Joé Spier

La Présidente de la Commission des Pétitions,
Nancy Arendt épouse Kemp